

Commercialisation des œufs

● (2150)

Si nous nous étions préoccupés de l'essentiel, nous n'aurions pas les producteurs d'œufs sur le dos. Nous n'aurions pas non plus les producteurs de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick sur le dos si nous n'avions pas abandonné les politiques agricoles traditionnelles qui nous avaient si bien réussi, et si nous n'avions pas jeté aux orties les offices de stabilisation et déclaré aux provinces: «C'est chez vous que le problème existe, réglez-le vous-même». Voilà l'attitude qui a fait que celles-ci ont réclamé une commercialisation ordonnée. S'il a fallu instituer le contrôle de la production agricole, c'est que depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement Trudeau—je ne saurais imputer le blâme au ministre, puisqu'il n'a fait qu'hériter de la situation—a purement et simplement failli à ses responsabilités dans le domaine de l'agriculture.

Les politiques gouvernementales sont à l'origine de la situation catastrophique dans laquelle nous nous trouvons depuis six ans et qui a vu le déclin rapide de l'industrie de la pomme de terre au Canada. Le gouvernement du Canada s'est désintéressé des agriculteurs qui cultivaient la pomme de terre. Il a réduit à néant les efforts du ministre pour leur venir en aide. Il n'a pas tenu compte des instances que le ministre des Affaires des anciens combattants (M. MacDonald) et moi-même lui adressions au nom de l'industrie de nos provinces respectives. Nous ne faisons que réclamer l'aide si nécessaire à une saine agriculture, une industrie essentielle si nous voulons vraiment produire de la nourriture à un prix abordable.

Il était nécessaire de créer l'Office canadien de commercialisation des œufs à cause de la politique d'un cabinet axée surtout sur les villes. Lorsqu'on parle des agriculteurs, les ministres du cabinet quittent leur place ou ils rient. Ils ne connaissent pas grand-chose à l'agriculture. Les mesures autorisant l'importation de produits alimentaires en franchise de douane ont fait du tort à l'agriculture canadienne. Le gouvernement a finalement présenté le bill pernicieux créant l'Office canadien de commercialisation des œufs. Je tiens à dire que les agriculteurs le voulaient. La situation étant ce qu'elle est, cet office est nécessaire; il faut qu'il fonctionne bien. Il ne faut pas se méprendre. L'industrie des œufs a été acculée et il faut que l'Office soit efficace, sinon ce sera la faillite pour une multitude de producteurs d'œufs. Je le dis au ministre, il vaudrait mieux que l'Office fonctionne bien.

Il faut remédier aux anomalies. Les producteurs d'œufs de nos petites provinces ne peuvent pas soutenir la concurrence des producteurs des provinces riches, l'Ontario et le Québec, par exemple. Si le gouvernement fédéral veut aider les producteurs agricoles et les producteurs d'œufs, il ferait mieux de veiller à ce que ses programmes ne défavorisent aucune région du pays.

Voyons un peu l'historique de la question à l'étude. Tôt en 1973, des gens qui s'y connaissaient dans l'industrie des œufs ont prévenu l'Office que l'idée de la commercialisation des œufs ne marcherait pas. Ils lui ont dit, textuellement: «La production des œufs augmente, nous aurons des problèmes». Et comment! Vers la fin de 1973, les producteurs d'œufs, qui avaient étudié la statistique de l'industrie ainsi que celle du ministère de l'Agriculture et les chiffres publiés par Statistique Canada, déclaraient que les contrôles exercés par l'OCCO ne donneraient rien de bon, que des ennuis allaient venir.

La statistique continua de s'accumuler jusqu'au moment de la crise où on apprit que 28 millions d'œufs étaient

[M. McCain.]

pourris. Dieu seul sait combien d'autres nous avons perdus! On n'a pas fait le relevé de toutes les pertes. Même le ministre ignore combien d'œufs se sont gâtés. Les représentants de l'OCCO ont été très vagues quant aux pertes totales. Ils ont dit ignorer combien d'œufs avaient été entreposés, et combien s'étaient gâtés. J'imagine que personne ne sait au juste combien d'œufs nous avons perdus. Les vérificateurs ne le savent sûrement pas. Sans preuves, ils ont refusé de certifier qu'il s'en était perdu plus que ce que les chiffres officiels donnaient.

Quand la question a été signalée au ministre, il aurait dû convoquer les experts fédéraux et provinciaux appropriés et leur dire de résoudre le problème. De toute façon, la situation a empiré, les pertes ont augmenté constamment et, finalement, les pressions exercées par le public ont forcé le gouvernement à agir.

Que se passe-t-il maintenant? Les statistiques indiquent qu'un grand nombre de poulettes dans diverses provinces seront bientôt prêtes à pondre. Certaines provinces décideront peut-être d'agir comme bon leur semble et de produire autant d'œufs qu'elles le jugent bon. C'est le ministre de l'Agriculture et le gouvernement du Canada qui doivent s'occuper de cette question. J'espère, tant pour le producteur que pour le consommateur, que le ministre pourra contrôler les dix provinces, et non seulement neuf. Ce contrôle est nécessaire pour le bien de tous.

Des voix: Le vote!

[Français]

M. Francis Fox (Argenteuil-Deux-Montagnes): Madame le président, je vous remercie de m'avoir donné la parole. Malheureusement, mon honorable vis-à-vis ne m'a laissé que très peu de temps, 45 ou 60 secondes à peine pour participer à ce débat.

Plusieurs députés des deux côtés de la Chambre, je crois, auraient aimé participer au débat. Étant donné qu'il ne me reste que très peu de temps, j'aimerais tout de même souligner un aspect qui a été soulevé tout à l'heure par l'un des députés qui m'ont précédé, savoir en partie le rôle du ministre de l'Agriculture (M. Whelan) dans la question des œufs.

Certains ont pu insinuer que le ministre de l'Agriculture aurait dû intervenir de façon unilatérale pour imposer certaines recommandations à l'agence de mise en marché des œufs. Quant à moi, je trouve que c'est une façon extraordinaire de concevoir les relations fédérales-provinciales dans ce pays. Penser qu'un ministre fédéral devrait intervenir dans un accord fédéral-provincial signé par tous les ministres de l'Agriculture du Canada, j'appellerais cela de l'arrogance. Advenant une telle situation, on aurait dénoncé cette intervention unilatérale de la part du ministre de l'Agriculture.

Bien au contraire, dans ce cas-là, il a fait ce qu'il devait faire: il a réuni et consulté ses collègues provinciaux en juillet et novembre de cette année, et ils ont convenu d'un plan d'action pour essayer de mettre la maison en ordre. Et en fin de compte, ce qui est très important, c'est de démontrer que cette agence de mise en marché peut fonctionner tant pour satisfaire aux besoins des consommateurs qu'à ceux des cultivateurs du Canada.

Je pense, quant à moi, que ce qui était fondamental dans le rapport du comité, c'est qu'il a reconnu le véritable rôle que doit jouer l'agence de mise en marché à l'intérieur de l'économie canadienne. De quelle autre façon, pouvons-nous assurer aux cultivateurs de ce pays des revenus suffisants pour qu'ils continuent à produire le genre de